LES PRÊTS DE LA BANQUE D'EXPANSION
INDUSTRIELLEQuestion n° 1169—**M. Saltsman:**

Quelles ont été les dépenses annuelles de la Banque d'expansion industrielle au chapitre des prêts aux entreprises canadiennes au cours des années 1963, 1964, 1965, 1966, 1967 et 1968?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Les dépenses annuelles d'exploitation et le coût des débetures subis par la Banque d'expansion industrielle au cours des années 1963 à 1968 pour consentir des prêts aux entreprises canadiennes figurent aux pages 28 et 29 du Rapport annuel du président pour l'année 1968.

[Français]

A PROPOS DU MONTANT DES ALLOCATIONS
FAMILIALES VERSÉES DANS CHAQUE
PROVINCEQuestion n° 1173—**M. Matte**

1. Quelle est le montant total des allocations familiales versées dans chacune des provinces du Canada?

2. Quel est le montant total des pensions de sécurité de la vieillesse versées dans chacune des provinces du Canada?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):

1. En novembre 1968:

	\$
Terre-Neuve	1,423,269
Île du Prince-Édouard	263,276
Nouvelle-Écosse	1,774,243
Nouveau-Brunswick	1,528,242
Québec	13,608,792
Ontario	15,783,205
Manitoba	2,106,406
Saskatchewan	2,201,125
Alberta	3,637,256
Colombie-Britannique	4,236,107
Territoires du Nord-Ouest et Yukon	123,564

2. En novembre 1968:

	\$
Terre-Neuve	2,634,159
Île du Prince-Édouard	1,029,203
Nouvelle-Écosse	5,653,300
Nouveau-Brunswick	4,235,034
Québec	29,631,102
Ontario	45,180,463
Manitoba	7,200,096
Saskatchewan	7,083,044
Alberta	8,470,984
Colombie-Britannique	14,751,901
Territoires du Nord-Ouest et Yukon	101,389

[Traduction]

L'ACQUISITION DES ÎLES SAINT-PIERRE
ET MIQUELONQuestion n° 1180—**M. Robinson:**

Est-ce que le gouvernement a étudié l'opportunité d'acquérir les îles Saint-Pierre et Miquelon qui sont situées à l'intérieur des eaux territoriales du Canada?

M. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): La réponse à cette question est négative. Permettez-moi de souligner que les îles Saint-Pierre et Miquelon ne sont pas situées à l'intérieur des eaux territoriales du Canada. La Grande-Bretagne les a cédées à la France le 3 septembre 1783 aux termes du Traité de Versailles; elles font depuis ce temps partie des territoires français d'outre-mer.

LES EFFECTIFS CANADIENS DANS NORAD
ET L'OTANQuestion n° 1186—**M. Robinson:**

1. Est-ce que les unités que le Canada fournit présentement a) à NORAD et b) à l'OTAN ont des effectifs complets et, dans la négative, dans quelle proportion?

2. Est-ce que l'effectif des forces armées canadiennes atteint présentement le niveau prévu et, dans la négative, combien de personnes faut-il pour atteindre ce niveau et quand croit-on pouvoir l'atteindre?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention d'offrir des primes a) pour encourager les Canadiens à entrer dans les rangs des forces armées, b) pour encourager ceux qui font déjà partie des forces armées à y demeurer?

M. David Groos (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Prière de noter le compte rendu des témoignages de la 14^e séance du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, en date du 21 novembre 1968. 1. A l'exception d'un escorteur d'escadre, qui doit prochainement faire l'objet d'une refonte, les unités que le Canada fournit présentement a) au NORAD et b) à l'OTAN ont des effectifs suffisants pour nous permettre de remplir nos engagements actuels.

2. Non, le total des effectifs autorisés actuellement s'élève à un peu plus de 103,000 et, à la fin de novembre, les effectifs réels étaient de 99,064, de sorte qu'il manque environ 4,000 militaires pour atteindre le chiffre des effectifs autorisés. Cependant, le chiffre maximum a été fixé à 98,000 pour l'année en cours.

3. a) et b) On s'efforce par tous les moyens possibles d'offrir une rémunération comparable à celle qui est versée dans l'industrie pour des emplois de même nature, ainsi que la perspective d'une carrière acceptable et des avantages marginaux suffisants pour compenser les nombreux inconvénients de la vie militaire.